**Contribution à la table-ronde introductive de la 4ème session du groupe de travail sur les droits des paysans et des autres travailleurs en zones rurales**

**Mamadou GOÏTA**

***Remerciements à Madame la Présidente du groupe de travail, aux délégués des pays et de la Via Campesina ainsi qu’à toutes les organisations et institutions présentes.***

***INTRODUCTION***

Les potentialités des exploitations agricoles familiales dans le monde et qui sont consignés dans les différents rapports de la FAO et/ou du Comité Sécurité Alimentaire (CSA):

* Elles fournissent plus de 70% de l’alimentation du monde de façon globale et en Afrique de l’Ouest, plus de 80% des stocks alimentaires;
* Leurs contributions au PIB selon les pays en Afrique de l’Ouest varient de 30 à 45% et sont donc de véritables espaces économiques créant de la richesse nationale dont le mode de redistribution est le plus équitable comparé aux autres secteurs de développement ;
* Elles réalisent elles-mêmes plus entre 60 et plus de 90% des investissements dans leurs outils de production avec le désengagement des états ;
* Leurs productions ont constamment augmenté selon les années démontrant de façon significative les progrès importants faits avec la prise de conscience de la contribution à l’alimentation des villes.
* Leurs productions est en priorité orientée vers l’alimentation des populations et de ce fait constituent des facteurs fondamentaux de la stabilisation sociale de plusieurs pays du monde ;
* Elles sont les plus grandes pourvoyeuses d’emplois pour la main d’œuvre active dans les pays en développement. En effet, elles donnent de l’emploi à entre 63 et 80% des populations de certains pays selon la concentration des secteurs;

D’autres informations du contexte méritent d’être signalées concernant le contexte actuel de l’évolution des paysans et des autres personnes vivant en zones rurales en lien avec les marchés :

* Selon les dernières négociations au sein du CSA (Comité Sécurité Alimentaire) sur la question des l’accès des producteurs familiaux aux marchés, les marchés territoriaux (locaux, nationaux et transfrontaliers) sont les plus porteurs de développement pour les paysans et les autres personnes vivant en zones rurales (voir cadre de décisions du CSA sur l’accès aux marchés). Aussi, dans un cadre mondial, plus de 63% de la nourriture produite dans le monde ne dépassent pas 100 kms pour être consommée. Ceci indique bien la nécessité d’investir dans les marchés territoriaux pour assurer une bonne gestion de la nourriture produite dans le monde.

Malgré tous ces apports à la lutte contre la faim dans le monde, à la création des emplois durables et à la création des richesses, cette composante de la population est celle qui est la plus exposée à la faim (plus de 80% des hommes et des femmes qui ont faim dans le monde selon la FAO). En plus, cette composante de la population est de plus en plus marginalisée dans les investissements et criminalisée dans l’utilisation des ressources qu’elle a aidé à préserver ou à améliorer (semences, eau, terres, biodiversité…).

Une reconnaissance sociale de ses droits et l’adoption d’une déclaration sur ses droits est une marque de justice sociale qui est pertinente en ce moment important de la vie des nations.

**LES DEFIS AUXQUELS LES PAYSANS ET LES PERSONNES TRAVAILLANT DANS LES ZONES RURALES**

Les plus grands défis sont liés aux risques majeurs dont font face les paysans et les travailleurs en zones rurales. Trois de ces risques méritent d’être signalés :

* Les risques naturels et techniques en lien avec les changements climatiques, la privatisation des terres, la dégradation de la qualité des terres en plus de la dégradation des niveaux techniques faute d’investissements dans l’éducation et la formation professionnelle des paysans et des autres personnes vivant en zones rurales;
* Les risques sociaux et culturels qui font allusion à la non reconnaissance du rôle et de la lace des paysans et des autres personnes vivant en zones rurales. Ce risque est matérialisé par les évictions de plus en plus grandes et violentes des paysans et des personnes vivant en zones rurales. Il se caractérise par la perte des valeurs culturelles avec le refus des jeunes à s’investir dans les milieux ruraux.
* Les risques économiques avec la faillite des modèles économiques imposés par le capitalisme néolibéral. La volatilité des prix et les nombreuses crises financières exposent les paysans et les autres personnes vivant en milieu à des risques sans précédents.

D’autres problèmes non moins importants existent. Il s’agit entre autres de la non reconnaissance juridique des rôles et de la place des paysans et des autres personnes vivant en zones rurales par les décideurs publics, les problèmes d’accès aux ressources liées aux biens communs et aux biens publics, la faiblesse des investissements pour la prise en compte des services sociaux de base dans les zones rurales…

Pour prendre en, charge l’ensemble des ces droits non spécifiquement reconnus, il est pertinent d’avoir une déclaration sur les droits des paysans et autres personnes vivant en zones rurales pour avoir des référentiels politiques et juridiques forts qui engagent les acteurs.

**LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS**

* Le droit à la souveraineté alimentaire qui est la synthèse de la grande partie des droits concernant les ressources (terre, eau, semences, cultures, services sociaux de base…)
* Accès et surtout le contrôle des ressources et les connaissances connexes
* Droits aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, environnement sain et sécurisé…)

La réalisation des droits sera confrontée à la faiblesse de la volonté politique pour changer de paradigme afin d’éviter que le marché ne soit un frein majeur aux avancées.

Le secteur privé avec tous les profits qu’il tire du pillage des ressources sera un autre obstacle majeur à la réalisation des droits des paysans et des autres personnes vivant en zones rurales.

Merci pour votre attention